

Manifeste pour un humanisme libéral

Charte fondatrice du

Rassemblement des Libéraux Progressistes

Nous partons d'un certain nombre de constats qui se veulent lucides afin de définir un nouvel élan politique résolument optimiste et ancré dans les réalités de notre temps.

Notre monde actuel fait face à des changements profonds : résurgence des discours de peur et de haine, urgence climatique, difficultés institutionnelles, perte de confiance des citoyens, révolution numérique, mutations à venir en terme de mobilité et mode de vie, besoin de repenser nos villes, etc... Ces changements entraînent de profondes mutations auxquelles nous devons répondre politiquement.

L'Europe, confrontée aux replis nationalistes et aux populismes, peine à se mobiliser autour d'un projet fédérateur porteur d'espoir et d'avenir.

Les libertés, si durement conquises par les générations qui nous ont précédés, sont menacées par la montée des fondamentalismes religieux et des replis identitaires.

En Belgique, la Flandre ne cesse de réclamer plus d'autonomie voire son indépendance.

La Wallonie, comme Bruxelles, devra dans les prochaines années devenir financièrement équilibrée pour ne pas s'effondrer.

Bruxelles, comme les grandes villes, souffre de la fuite de sa classe moyenne vers la périphérie sous l'impact cumulé de la pollution, de la dégradation de la mobilité, d'une fiscalité débridée et d'une qualité de vie diminuée. La pauvreté qui s'y développe entraîne un délitement de la cohésion sociale.

Face à ces défis, les partis traditionnels voient leur électorat régresser au profit des extrêmes et des populismes de gauche comme de droite, accompagnés de leur cortège de solutions simplistes. Le MR n'échappe pas à cette érosion.

Si le Mouvement Réformateur a vocation à rassembler largement à droite et au centre, **nous soutenons au sein de celui-ci, l'affirmation d'un projet politique fort, résolument libéral, progressiste et humaniste auquel puissent adhérer militants et mandataires du MR mais également tout citoyen partageant les mêmes valeurs et les mêmes préoccupations.**

Le Rassemblement des Libéraux Progressistes entend réaffirmer avec force les libertés issues des Lumières, ces valeurs sur lesquelles le libéralisme repose : la liberté d'exister quelle que soit son genre ou son origine, la liberté de penser, la liberté de s'exprimer, la liberté d'entreprendre, la liberté de conscience, la liberté de croire ou de ne pas croire; ces valeurs sont intemporelles et universelles; elles s'opposent à tous les conservatismes et à tous les replis identitaires.

Le progressisme, c'est aujourd'hui **dépasser les vieux clivages** de la société productiviste issue de la 2ème révolution industrielle! Les notions de gauche et de droite s'effondrent quand on les confronte aux enjeux de la raréfaction des ressources sur lesquelles repose une croissance simplement quantitative. Il ne s'agit plus de se disputer entre la gauche et la droite sur les modalités de répartition des fruits de la croissance mais bien de s'interroger sur le modèle de développement qui convient pour permettre à l'humanité dans son ensemble de survivre dans la durée!

Cela passe par une utilisation rationnelle des ressources naturelles pour empêcher qu'elles ne disparaissent, par le maintien de la biodiversité des plantes et des espèces, par la mise en place d'une politique de développement respectueuse des pays non industrialisés, par la hausse du niveau de vie dans ces pays, condition sine qua non de la lutte contre la surpopulation.

La troisième révolution économique est en route mais elle ne peut déboucher sur la satisfaction des intérêts de quelques uns qui maîtriseraient les nouveaux outils et la négation des besoins simplement vitaux du plus grand nombre.

Les membres du Rassemblement des Libéraux Progressistes adhèrent tous à un projet sociétal dont les principaux objectifs sont :

1- Promouvoir l'individu sans l'individualisme

Parce qu'il y a urgence pour retrouver le goût d'être ensemble, de construire des projets communs, de retrouver la volonté d'agir ensemble, de cultiver le sens de l'engagement pour bâtir une société plus humaine.

L'action politique n'a de sens que si elle vise à l'épanouissement de l'être humain et au respect de sa dignité et de son individualité

2- Défendre les libertés et réduire les inégalités

Le Rassemblement des Libéraux Progressistes entend réaffirmer avec force les libertés issues des lumières, ces valeurs sans lesquelles il n'y a pas d'avenir pour l'humanité : la liberté d'exister quelle que soit son genre ou son origine sociale, la liberté de penser, la liberté de s'exprimer, la liberté d'entreprendre, la liberté de conscience, la liberté de croire ou de ne pas

croire; ces valeurs sont intemporelles et universelles; elles s'opposent à tous les conservatismes et à tous les replis identitaires.

Être libéral c'est aussi travailler à la réduction des inégalités, briser la reproduction sociale qui empêche les nouvelles générations d'échapper à leur milieu d'origine.

C'est faire disparaître totalement les inégalités femmes-hommes, dépénaliser l'IVG, assurer l'égalité de tous et de toutes au regard de leurs choix de vie, de leur origine, de leur religion, de leurs préférences sexuelles.

3- Réaffirmer la laïcité de l'Etat, promouvoir le dialogue et l'interculturalité

La laïcité de l'Etat, ce n'est pas le rejet des religions. C'est une forme d'impartialité objective.

C'est permettre à chacun de croire ou de ne pas croire, de vivre la foi ou la philosophie de son choix en inscrivant les choix de chacun dans un cadre général qui permet le vivre ensemble, par le respect de règles communes édictées par la Loi. Si nous devons rejeter avec force tous les replis communautaires et identitaires, nous voulons au contraire promouvoir l'émergence d'une société ouverte à la diversité, qui promeut l'interculturalité valorisant les apports de toutes les cultures du monde mais reposant en même temps sur les valeurs communes de liberté, d'égalité et de tolérance.

En vue d'améliorer le vivre ensemble et de développer l'ouverture d'esprit des jeunes générations, nous proposons notamment, dans l'enseignement officiel, la suppression des cours de religions (toutes) et de morale laïque et leur remplacement par des cours de cultures et d'histoire religieuses et philosophiques durant lesquels toutes les religions et philosophies seront étudiées avec une vision objective.

4- Reconvertir l'emploi, réinvestir dans l'enseignement

Les mutations technologiques en cours affectent profondément la structure de l'emploi. Pour y répondre, nous voulons réinvestir dans notre enseignement, redéfinir un projet éducatif émancipateur quelle que soit l'origine des parents, mettre en place des formations réellement qualifiantes dans les métiers d'avenir comme l'intelligence artificielle ou les biotechnologies tout en formant à l'éthique. Notre enseignement doit lutter contre la reproduction sociale et réactiver l'ascenseur social. Il doit de façon plus ambitieuse faire de nos jeunes des citoyens épanouis et à l'esprit critique développé.

5- Agir pour la protection de l'environnement et le climat

La transformation du climat et la préservation de nos milieux de vie sont des enjeux fondamentaux pour la société qui nécessitent des réponses politiques fortes et transversales aux différents domaines de l'action publique. Les politiques se doivent de promouvoir la voie de la durabilité par des choix cohérents, en guidant les citoyens et les organisations. Cela passera notamment par une incitation dans les investissements en matière d'isolation des bâtiments, du développement de nouveaux modes de mobilité et du télétravail, du recyclage et de la lutte drastique contre le gaspillage des ressources mais également par les circuits courts et l'économie circulaire.

6- Travailler à un nouveau modèle économique moderne et durable

Notre économie doit muter vers une économie moderne, technologique et durable.

On ne le dira jamais assez : promouvoir l'emploi passe par l'investissement et l'entreprise. Pas n'importe comment ni à n'importe quel prix. Travailler à un nouveau modèle économique, moderne, durable et plus proche ; un projet économique plaçant la Wallonie et Bruxelles enfin sur le chemin de la croissance pour s'assumer sans perfusion de l'Etat fédéral.

Mais aussi promouvoir les métiers de proximité, l'artisanat et l'emploi non marchand, pour offrir à notre société des réponses qui permettent à tous de vivre dans la dignité. Il faut également changer notre regard face au monde du travail. Notre société évolue, le monde du travail doit aussi évoluer pour permettre à tous de s'épanouir, dans et en dehors du travail, en respectant les nouveaux rythmes de vie.

Nous devons rebâtir un modèle industriel non polluant et mener une politique d'investissement dans la recherche tant fondamentale qu'appliquée.

Notre agriculture familiale doit être préservée et accompagnée pour répondre aux défis en termes de production qualitative, respectueuse du cadre environnemental et ce, notamment par le développement des circuits courts.

La ruralité doit être respectée.

7- Réinvestir (dans) les villes

L'avenir passe par le redéveloppement économique à partir des zones urbaines et la transformation de nos villes aujourd'hui confrontées à la pauvreté et à la dégradation sans précédent de la qualité de vie. Nous voulons redéployer un projet de ville qui renforce la cohésion sociale.

Cela passe par leur redéploiement économique durable, des smart cities, les circuits courts et la transformation du milieu urbain pour offrir à ses habitants qualité de vie et sécurité , y compris sociale, en même temps que leur donner accès à la culture et à l'ouverture sur le monde.

Cela passe également par la reconnaissance et l'intégration des diversités qui caractérisent aujourd'hui les villes et sont le fondement de leur richesse potentielle à condition de favoriser une réelle intégration qui lutte contre les replis communautaires.

8- Promouvoir une nouvelle mobilité

La Wallonie comme Bruxelles souffrent de leur mobilité.

Le développement harmonieux du territoire passe par le renforcement des transports en commun, surtout dans et autour des villes aujourd'hui quasi totalement congestionnées.

La mise en place d'alternative intermodale au tout à la voiture doit être une priorité première, le RER autour de Bruxelles, mais aussi celle du Tram à Liège doivent être finalisés dans une optique d'intermodalité.

Pour pallier les difficultés croissantes de stationnement dans les villes, il est impératif de développer en priorité une offre alternative avant de sanctionner les automobilistes.

Le monde du travail doit également s'adapter aux nouvelles réalités de la mobilité en flexibilisant les horaires et en facilitant le télétravail dès que cela est possible.

9- Investir dans le « mieux Etat »

La Société n'a pas besoin de plus ou de moins d'Etat mais de mieux d'Etat.

Les citoyens ont besoin des services publics faisant preuve de performance, d'efficacité et d'efficience.

La « lasagne » institutionnelle belge doit faire l'objet d'une analyse et d'une mise à plat, sans tabou ni a priori, sur base du principe de subsidiarité.

La fonction publique est, et doit être, au service de tous les citoyens et être impartiale. Elle est garant de cohésion sociale et du remailage entre toutes les couches de la société.

La fonction publique doit garantir l'exécution objective de la législation, par un service correct et fluide au citoyen dans le cadre de l'intérêt général et de le protéger de l'immixtion politique, des conflits d'intérêts et de l'arbitraire. L'intégrité en est la notion fondamentale.

10- Promouvoir la bonne gouvernance et la transparence

C'est une évidence : il y a urgence à mettre fin aux dérives d'une mal-gouvernance qui mine le fonctionnement de notre démocratie et de nos institutions.

Les managers et organes de gouvernance des organismes publics doivent être soumis à des règles strictes, légales, mais également éthiques et déontologiques régulièrement contrôlées.

En matière de rémunération des managers, nous souhaitons l'établissement de barèmes précis, non négociables, calculés sur base de critères objectifs et mesurables comme par exemples, l'effectif et le budget de l'organisme, le nombre de bénéficiaires des services, la spécificité du secteur d'activité concerné, ou l'environnement concurrentiel.

11- Promouvoir la citoyenneté

Les libertés démocratiques s'estompent si on ne les entretient pas, si on ne les exerce pas.

L'exercice effectif de la citoyenneté active par les citoyens doit être encouragé et reconnu.

La citoyenneté ne peut plus se limiter au simple exercice démocratique électif, les citoyens doivent pouvoir être consultés.

Nous défendons le principe d'associer étroitement les citoyens aux décisions qui les concernent, en les impliquant à chaque niveau de pouvoir selon le cas, aux processus de prise de décision.

Nous voulons aussi former les nouvelles générations à l'apprentissage de la citoyenneté pendant toute la durée de leur scolarité par un cours de citoyenneté de 2 heures hebdomadaires.

12- Mener une politique d'immigration ferme et humaine

Les conflits mondiaux mais également la rareté croissante de certaines ressources naturelles ainsi que les dérèglements climatiques entraînent des flux migratoires de plus en plus difficiles à réguler.

L'Etat se doit d'assumer la sécurité de ses concitoyens en menant des contrôles stricts des personnes souhaitant séjourner sur notre territoire. Cela doit également passer par un examen de l'adhésion des candidats immigrants à un socle de valeurs sur lequel repose notre modèle sociétal : liberté d'expression, liberté de conscience, liberté de penser, égalité homme-femme, respect des orientations sexuelles, laïcité, ...

Il doit également tout mettre en œuvre pour éradiquer les réseaux mafieux de passeurs et autres coupables de traite des êtres humains.

Par contre, tout au long de la procédure d'examen, l'humain doit guider l'action publique.

Tant pour la reconnaissance du statut de réfugié, que dans les autres procédures (regroupement familial, 9bis, 9ter, etc...), les démarches administratives et l'examen des dossiers doivent être accélérés dans la garantie du respect de la personne humaine et des droits fondamentaux.

Il ne peut être question de permettre à nouveau l'intervention sur notre sol d'agents étrangers issus de régimes non-démocratiques ou de visites domiciliaires.

La Belgique doit par ailleurs s'inscrire dans un programme plus vaste de développement des pays source et d'information de leurs habitants pour les dissuader de partir.

13- Participer à l'émergence d'un nouveau et véritable projet européen

L'Union européenne, beaucoup trop éloignée des citoyens, a besoin d'un nouveau souffle.

Elle doit les rassembler au contraire au tour d'un projet novateur qui dépasse les seuls aspects économiques.

Les pays les plus volontaristes doivent pouvoir avancer sur une Europe sociale, une Europe de la défense, ou sur la politique européenne de migration ou de transports.

14 – une société réconciliée et un MR ouvert

La paupérisation de la classe moyenne et la pauvreté, aussi infantile, sont des maux qui participent au délitement de la société.

Le vieillissement de la population, la préservation des soins de santé et la lutte contre la solitude sont au cœur de notre engagement.

La justice, la police, et notre monde médical et paramédical doivent être refinancés car ce sont les piliers du vivre-ensemble.

Notre société ne peut être construite sur une addition de peurs mais doit réunir tous ses acteurs autour d'un enthousiasme commun.

Au sien du MR, nous voulons porter un message d'ouverture à l'égard des corps intermédiaires (UCM, organisations professionnelles et sociales) et retrouver un dialogue avec notre Maison Bleue (notre mutuelle, nos syndicats et nos diverses associations).

Nous soutenons la mise en place d'une plateforme de discussion et de réflexion.

Le Rassemblement des Libéraux Progressistes entend défendre en Belgique et en Europe, un projet politique libéral et progressiste à l'écoute des évolutions sociétales, en phase avec les urgences climatiques et les enjeux sociaux et technologiques.

Nous voulons travailler avec force, chacun mais ensemble, à l'avènement d'un projet de société qui rassemble et fait grandir.